



**Arrêté n° 2024PREF/DCPPAT/BUPPE/181 du 13 juin 2024  
mettant en demeure la société SCHÜTZ FRANCE de respecter les prescriptions  
applicables pour son établissement situé chemin du Buisson Gayet sur le territoire de  
la commune de MARCOUSSIS (91460)**

**LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI, en qualité de Préfète de l'Essonne,

VU le décret du 6 décembre 2022 portant nomination de M. Olivier DELCAYROU, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de sous-préfet hors classe, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2024-PREF-DCPPAT-BCA-075 du 4 mars 2024 portant délégation de signature à M. Olivier DELCAYROU, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-PREF/DCPPAT/BUPPE/253 du 12 décembre 2018 portant imposition de prescriptions complémentaires à la société SCHÜTZ FRANCE, dont le siège social est situé chemin du Buisson Gayet – BP 11 91460 MARCOUSSIS, à exploiter à la même adresse les activités suivantes relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement :

- 2718-1 Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.
- 2790 Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795.
- 2661-1-b Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de): Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, densification, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant: Supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/j
- 2661-2-a Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de): Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant: Supérieure ou égale à 20 t/j
- 2560-2 Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant: Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1 000 kW

- 1414-3 Gaz inflammables liquéfiés (installation de remplissage ou de chargement ou de déchargement ou de distribution de): Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)
- 2662-3 Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de). Le volume susceptible d'être stocké étant : Supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup> nets de volume
- 2795-2 Installations de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, ou de déchets dangereux. La quantité d'eau mise en œuvre étant: Inférieure à 20 m<sup>3</sup>/j
- 4718-2-b Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (\*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant : Pour les autres installations : Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 17 avril 2024, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 26 mars 2024, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 17 mai 2024 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence de réponse au courrier préfectoral susvisé,

CONSIDÉRANT que lors de la visite inopinée du 26 mars 2024, l'inspecteur a constaté la présence de big bags remplis de broyats ;

CONSIDÉRANT que par courriel en date du 3 avril 2024 l'exploitant déclare stocker 1,08 tonne de broyats soit environ 2 160 m<sup>3</sup>,

CONSIDÉRANT que le volume de stockage de matière plastique est très largement supérieur au seuil des 770 m<sup>3</sup> déclarés et qu'il dépasse également le seuil de la déclaration (< 1 000 m<sup>3</sup>) pour atteindre celui de l'enregistrement,

CONSIDÉRANT que l'exploitant aurait dû tenir informée l'inspection des installations classées de cette modification des conditions d'exploitation ,

CONSIDÉRANT que cette non-conformité et les arguments justifiant cette situation ont déjà été constatés en mars 2021,

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2018-PREF/DCPPAT/BUPPE/253 du 12 décembre 2018 et notamment celle de l'article 1 et qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SCHÜTZ FRANCE de respecter cette disposition, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,



## ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** La société SCHÜTZ FRANCE, exploitant une installation de fabrication de récipients de grand volume (GRV) par extrusion sise chemin du Buisson Gayet 91460 MARCOUSSIS, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2018-PREF/DCPPAT/BUPPE/253 du 12 décembre 2018 portant imposition de prescriptions complémentaires, en s'assurant que le volume total de matières plastiques stockées sur site est conforme à la situation administrative telle que décrite à l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2 :** Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3 : Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

**ARTICLE 4 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la préfecture,  
Les inspecteurs de l'environnement,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la société SCHÜTZ FRANCE, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Sous-Préfet de PALAISEAU et Monsieur le Maire de MARCOUSSIS.

Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général



Olivier DELCAYROU